

HISTOIRE «NATIONALE» DU QUÉBEC

Quel rôle l'État du Québec peut-il jouer ?

Chronique de Bruno Deshaies, 9 mai 2016

Au moment où nous avons appris le départ canon de Pierre Karl Péladeau de toutes ses fonctions politiques, cette chronique était en cours de rédaction depuis quelques semaines. Nous croyons malgré tout qu'elle demeure complètement d'actualité. Monsieur Péladeau avait conscience que son action devait se développer sur deux fronts : un premier front, celui de l'action politique incontournable et, un deuxième, celui d'une réflexion sur la réalisation de son désir d'indépendance politique. En s'inscrivant dans le milieu politique, il a créé des espoirs et une bouffée d'air frais qui ne devraient pas se tarir. En effet, il a décidé après ce départ inopiné de prêter à l'Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances nationales (IRAI) des ressources financières pour qu'il puisse se mettre en marche. (C'est une idée que j'ai défendue depuis une quinzaine d'années¹ (1). La présente chronique se situe dans le prolongement de la Chronique 447 du 18 avril. Sur cette tempête inédite, le moment est venu d'exercer son esprit critique sur le flot des discours qui traite de «la question nationale» – cette expression éculée qui ne dit pas exactement l'intention de l'indépendance politique du Québec. La documentation considérable que nous mettons en lumière dans cette chronique nous montre que nous ne pourrions pas en demeurer indéfiniment à nous ausculter dans le menu détail et se satisfaire de décrire dans toutes les directions l'état du Québec. Il faut faire le bilan critique de notre pensée politique dans l'optique indépendantiste et s'atteler à la tâche de conquérir le public sur le bien-fondé des avantages nationaux d'être indépendant collectivement. Pour l'être véritablement, il faut que l'agir (par soi) collectif exprimé par tous ses membres lui permette efficacement de faire face eux-mêmes aux problèmes de la vie nationale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Cette condition est nécessaire pour s'assurer la maîtrise de sa vie politique, économique et culturelle selon ses propres finalités d'où le rôle considérable qui doit être attribué à l'État pour réglementer, soutenir, corriger, défendre la vie collective nationale des Québécois.

Winston Churchill

**«Plus vous saurez regarder loin dans le passé,
plus vous verrez loin dans le futur.»**

Tout l'agir humain est du domaine de l'histoire. Car il s'agit de l'histoire avec un grand H, c'est-à-dire de toutes les sortes d'activités humaines passées. Entreprendre de comprendre l'histoire du Québec, c'est accepter de remonter jusqu'à ses origines en Nouvelle-France et suivre son parcours historique en Amérique du Nord de 1534 à nos jours. «Regarder loin dans le passé» n'est pas une fantaisie de la recherche, car il existe des ancrages qui pèsent lourdement sur le présent. Le présent n'échappe pas au temps historique qui relève de l'avant et de l'après, c'est un continuum.

Malgré le Passé vécu, il existe quand même toute cette réalité mystérieuse de l'intervention de l'intelligence et de la volonté de l'être humain, c'est-à-dire de voir « plus ... loin dans le futur ». Toutefois, il faut des forces latentes existantes pour justifier un redressement de situation. Est-ce possible que l'intelligence et la volonté, à un moment donné, puissent mettre les ardeurs en œuvre par la parole, au gré de la fantaisie, en un rien de temps, sans tenir compte de la nature et des forces présentes ? Comment peut-on être sûr d'être capable de modifier jusqu'à un certain point le cours des événements ? Dans ce cas de figure, les politiques surtout auront à apprendre à savoir «regarder loin dans le passé» pour s'assurer de voir «loin dans le futur» sachant que c'est dans le présent qu'ils agissent, donc qu'ils doivent reconnaître pour l'action les exigences de la tactique tout en sachant ce que sait que l'indépendance. En outre, ils auront à admettre

que la vérité se révélera plus profitable pour faciliter l'action immédiate et lointaine. Cette vision créatrice les rendra plus lucides.

Notre histoire du Québec se divise en deux grandes périodes : un Premier Canada, avant 1760, et un Deuxième Canada, après 1763. Le premier pays a d'abord été celui des colons Français (canadiens) ou Canadiens (*français*) et Canadiens tout court (les «canayens»). Après 1763, ce sera le début du Canada *britannique*. «*Désormais, écrit l'historien Maurice Séguin, le territoire canadien est ouvert à une nouvelle colonisation. [...] Le Canada français ne sera plus seul.*» Les «Canadiens» connaîtront une nouvelle aventure historique sous une autre forme de colonisation. Dans ce deuxième pays (*britannique*) où ils deviennent graduellement des canadiens-français (de souche ou d'adoption) avec toutes les caractéristiques d'une nation au sens général et sociologique du terme. Comme société, ils forment un tout complexe, un réseau d'habitudes (expérience, initiative), de traditions, de capitaux, de techniques politiques, sociaux, économiques et culturels, bref une entité socio-politique avec des valeurs communes. L'histoire a voulu que le Canada-Français persiste dans le temps mais en subordination sur place en tant que nation *annexée*. Leur autonomie partielle de 1867 ne leur redonne pas les pouvoirs et les droits qu'ils possédaient avant 1760. L'État local de la Province de Québec est un État *fédéré* avec des compétences politiques limitées. Ce constat est indéniable.

I.- L'ÉTAT DU QUÉBEC

Comment les Québécois et les Québécoises peuvent-ils entrevoir le Futur ? Ce serait donc la troisième période de notre histoire. Celle-là est cruciale, car elle vise la désannexion de la nation québécoise de la nation *canadian* afin d'accéder librement et collectivement au statut d'égalité de droits au plan international. Qu'est-ce à dire ?

Pour en arriver là, il faudrait que l'État du Québec, comme unité politique, ait le droit de

- [a] posséder la maîtrise des décisions à prendre et de leur exécution à son propre niveau national ;
- [b] décider de se soumettre ou non aux décisions majoritaires absolument contraignantes aux instances internationales ;
- [c] se réserver le droit d'exécuter ou de ne pas exécuter les « ordres » suggérés par la majorité internationale.

Tel est le seuil minimum du respect de l'indépendance des nations membres de l'organisation mondiale internationale. Dans ce cas de figure, le Québec deviendrait véritablement une nation indépendante. Ce n'est pas une monomanie ou une lubie que de le dire ouvertement et publiquement. Mais il faut le dire afin que le public partage majoritairement cette vision du futur et que l'action mette les ardeurs à l'œuvre. Cependant, l'action va exiger d'éviter de se mettre dans l'impossibilité de comprendre d'une manière réaliste la complexité de la situation actuelle. Agir autrement,

– c'est s'exposer à gaspiller en pures pertes ses meilleures énergies en combattant inutilement l'inévitable (pour le moment ou pour toujours (peut-être ?));

– c'est diminuer ses moyens de circonscrire le mal ;

– c'est même risquer d'aggraver la situation et d'accroître les dangers de démission chez la masse, en préparant un dur et tardif réveil.

Il est donc important que l'on surmonte les tentations de découragement.

Une politique publique «**nationale**» surpasse en complexité toutes les politiques publiques «**sociales**» auxquelles se cramponnent nos chercheurs et sur lesquelles s'abandonnent nos conseillers de l'État du Québec. Il faut bien comprendre que l'ordre de grandeur du problème que pose la recherche de

l'indépendance nationale du Québec affecte inévitablement les autres nations compte tenu de la finalité et du résultat attendu, voulu et défendu avec détermination.

Afin d'observer toutes les facettes de ces exigences, il existe à notre disposition des outils de connaissance sur cette vie collective qui est enracinée dans l'histoire de ce Premier Canada depuis la fondation de Québec en 1608. Il faut prendre conscience que malgré les vicissitudes de notre parcours historique, les Québécois ne cessent de continuer à rechercher cette possibilité de s'émanciper. La première étape à franchir serait de faire accepter par une majorité démocratique au Québec que **l'émancipation** nous permettrait d'agir par nous-même collectivement et librement.

Avant de parler d'autodétermination et de referendum, il serait préférable de prendre conscience de ce que nous sommes, des moyens dont nous disposons et, surtout, d'apprendre à faire accepter par le public cette vision du futur. Les indépendantistes doivent sortir de l'esprit de «l'entre soi et les autres»²(2). Ils ont l'obligation de se mettre à l'écoute de d'autres points de vue qui préoccupent les indépendantistes sincères et honnêtes. Les tours d'ivoire du mouvement indépendantiste nuisent au développement de l'idée indépendantiste par leur relégation. Le Parti québécois et les organismes qui orbitent autour de la souveraineté du Québec devraient concentrer leur énergie sur l'optique indépendantiste surtout quand il s'agit d'un cas de figure entre fédéralisme vs nationalités. <http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/histoire/seguin/sociologie-du-national-federalisme-et-nationalites-6/> Les indépendantistes ont le devoir de démasquer et de démystifier le fédéralisme en tant que solution-magique dans les rapports entre les nations. Car il n'y a pas d'objection dirimante quant aux relations entre l'indépendance et l'interdépendance.

Étant donné que les Québécois veulent échanger dans le monde, ils ne devraient pas craindre les répercussions de la vie internationale (extérieure) sur la vie nationale (intérieure). Il est même souhaitable de rechercher le plus possible les contacts extérieurs, afin d'enrichir sa vie intérieure. Une grande partie des relations extérieures seront surtout des défis stimulants qui provoqueront des progrès (politiques, économiques, culturels) intérieurs. La contrepartie exige pour une nation souveraine un rôle considérable de l'État pour régler, soutenir, corriger, défendre la vie collective nationale. L'État du Québec actuel possède certains atouts qu'une bonne étude de ce que nous sommes pourrait nous révéler.

Essayons de savoir ce que nous sommes.

II.- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (ISQ)

[L'«Inventaire des annuaires 1914-2002» de l'État du Québec](#) nous offre un tableau impressionnant de l'évolution d'une société ou d'une nation en marche. Cette société canadienne-française a ses caractéristiques propres et uniques (comme n'importe quelle autre société dans le monde). La «Table des matières 1966-1967» de *l'Annuaire du Québec* illustre l'amplitude des données concrètes de la dynamique (intégrale) interne des forces et des facteurs qui marquent les activités globales de la vie collective de la société québécoise.

PARTIE I Milieu physique (aspect spatial)

PARTIE II Milieu humain (gouvernement, population, citoyenneté, état civil, santé, instruction, etc.)

PARTIE III Les ressources de l'économie québécoise

A.- Ressources humaines

B.- Aménagement du territoire

C.- Ressources primaires (agriculture et colonisation, forêt, pêche et chasse, mines)

D.- Ressources du secteur secondaire (énergie et combustible, production industrielle, etc.)

PARTIE IV Les échanges (transport et communication, commerce)

PARTIE V Finances (commerciales, publiques, assurances, conjonctures et comptes nationaux)

Aperçu chronologique de l'histoire politique du Québec, 1867-1967 (p. 859-862)

Deux articles spéciaux :

- Le Canada français : son évolution historique par M. Jean Hamelin, pages 1-49 (version anglaise disponible)
- Le Québec à l'Expo 67, pages 81-94

Cet aperçu montre clairement ce que peut faire une société organisée quand elle se prend en main. L'État du Québec possède les caractéristiques de n'importe quelle autre société, sauf qu'il lui échappe la souveraineté complète et la jouissance de la reconnaissance juridique internationale. Le «status» de province prive l'État du Québec des grands pouvoirs d'un véritable État indépendant.

Il ne faut pas se faire d'illusions. L'État du Québec est un demi-État provincial. Toutefois, la nation québécoise française ne possède pas moins de moyens et de ressources pour vivre autrement si elle devenait indépendante. Dans cette veine, nous possédons déjà des inventaires qui nous permettraient de prendre confiance en nous-même sans chercher à dépendre d'un autre qui agit à notre place. C'est pourquoi nous avons cherché des sources d'information qui peuvent nous aider à comprendre que nous disposons d'un substratum d'organisation de notre vie collective nationale suffisamment développé pour croire que la vision indépendantiste est enviable et qu'elle devrait être convoitée.

Inventaire statistique

L'*Annuaire du Québec* publié par l'État du Québec a pris diverses formes de présentation au cours de son évolution comme outil statistique. En 2013, ce fut le 100^e anniversaire de cette constitution du «patrimoine statistique du Québec». (Gouvernement du Québec, «Déjà 100 ans à construire le patrimoine statistique du Québec.» Cf. <http://www.stat.gouv.qc.ca/100ans.htm>) Cette expérience mérite notre attention en vue d'une meilleure connaissance de l'évolution politique, économique, sociale et culturelle de la société québécoise en transformation. Ces données font partie de notre histoire collective comme nation québécoise.

À titre d'illustration, voici la liste des articles et des collaborateurs de l'Annuaire de 1915.

État du Québec Annuaire 1915 Secrétariat provincial, Bureau des Statistiques

Articles publiés :

- La colonisation dans la province de Québec sous la domination française (1608)-1760), par l'abbé Ivanhoë Caron, pages 17-101
- Organisation politique, municipale, scolaire judiciaire et ecclésiastique de la province de Québec, par C.-J. Magnan, pages 205-224
- Origine de la propriété privée, par J. Bouffard, pages 253-266
- Secrétariat provincial, Bureau des Statistiques 1915 La Société Saint-Vincent-de-Paul, par C.-J. Magnan, pages 384-393
- Notes historiques concernant l'agriculture, par Henri Nagant, pages 413-419

Depuis cent ans du Bureau des Statistiques du Secrétariat provincial, l'organisme gouvernemental est devenu l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) au service de l'État du Québec et de la société québécoise ainsi que pour ses institutions publiques et privées et de sa population.

L'Institut de la statistique du Québec a été institué par une loi adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998. <http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/>

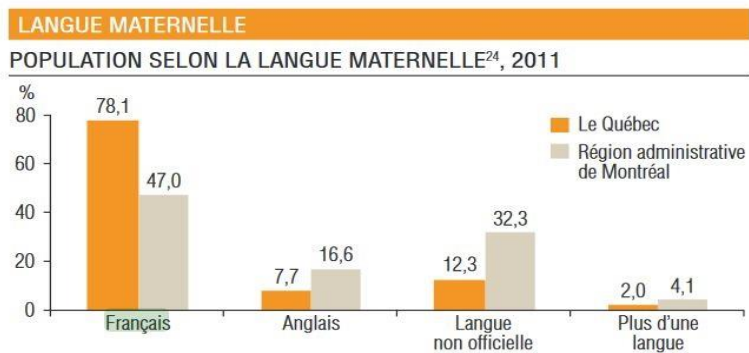
Note sur l'évolution des publications sur les statistiques de l'État du Québec

La première publication remonte à 1914. Après 1979-1980, la publication de l'annuaire ne se faisait plus annuellement. Toutefois, elle se poursuit jusqu'en 2002. Ce fut la dernière année de publication de la version papier. Puis la mise en ligne des statistiques débute en 2008 ; mais, en 2014, ce fut la fin des parutions annuelles, puisque le site Internet de l'ISQ en ligne devient de plus en plus complet et que la publication sous la présentation antérieure n'avait plus vraiment sa raison d'être (cf. le Plan du site actuel). <http://www.stat.gouv.qc.ca/plan-site.html>

Inventaire de la documentation disponible

1. [Inventaire des annuaires.1914-2002](#) Inventaire statistique du Québec
2. [Nouveau Québec-biblio.1964-1965](#) Bibliographie sur le Nouveau Québec
3. [Table des matières 1966-1967](#) Information sur le contenu de l'annuaire
4. [Liste des collaborateurs](#) Articles spéciaux (inclus supra dans no 1)
5. [Liste des collaborateurs.1972](#) Autres articles spéciaux
6. [Liste des collaborateurs.1973](#) Autres articles spéciaux
7. [Liste des collaborateurs.1974-A](#) et [1974-B](#) Autres articles spéciaux
8. [Liste des collaborateurs.1975-1976-A](#) et [1975-1976-B](#) Autres articles spéciaux
9. [Liste des collaborateurs.1977-1978-A](#) et [1977-1978-B](#) Autres articles spéciaux
10. Institut de la statistique du Québec L.R.Q., c. I-13.011), adoptée en juin 1998
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=//I_13_011/I13_011.htm
11. Plan stratégique 2009-2014 <http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/plan-strategique.html>
12. «Population selon la langue maternelle 2011». Dans *Le Québec chiffres en main*. Institut de la statistique du Québec. Édition 2016, page 14. <http://www.stat.gouv.qc.ca/quebec-chiffre-main/qcmfr.htm> Voir «Éditions antérieures» et dans la fenêtre «Choisir» : sélectionner 2011.

Langue maternelle : Québec vs Montréal (2011)



Source : Statistique Canada, Recensement 2011, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

24. Toute comparaison entre les données du Recensement de 2011 avec celles des recensements antérieurs doit être faite avec prudence.

Entre 1914 et 1963, aucun article spécial n'est publié sur la démographie au Québec dans l'Annuaire statistique. Mais, à partir de 1964 jusqu'en 2002, on dénombre 8 articles portant sur la démographie dont voici les références :

- 1964-1965 Boily, J. M., économiste, «Démographie du Nouveau-Québec», p.168-176.
 1973 Henripin et Yves Péron, «Évolution démographique récente du Québec», p. 202-219.
 1974 Jacques Henripin, «Avantages et inconvénients de la croissance démographique au Québec», p. 213-221.
 1975-1976 Laurent Roy, «La situation démographique au Québec en1973», p. 388-394.
 1977-1978 Laurent Roy, «La situation démographique au Québec en1974», p. 360-373.
 1977-1978 Réjean Lachapelle, «Regards sur la population québécoise», p. 228-238.

- 1985-1986 Louis Duchesne, «L'évolution démographique du Québec 1980-1984», pages 75-111.
- 2002 Louis Duchesne, «La population du Québec au 20^e siècle : un siècle de mutations», p. 43-66.
<http://www.rond-point.qc.ca/blog/media/2002-Louis-Duchesne.pdf> © Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, Québec statistique 2002. Nous remercions l'Institut de nous avoir accordé l'autorisation de mettre en ligne ce document.
- 2016 *Le Québec chiffres en main*, édition 2016. <http://www.stat.gouv.qc.ca/quebec-chiffre-main/qcmfr.htm> Dossier population avec des graphiques, p.10-14. Cf. «Population du Québec, 1851-2011 et population projetée, 2021-2061» puis la «Pyramide des âges, 2014 et 2061». Deux graphiques sur l'évolution d'après les âges de la population.

On peut noter que l'intérêt sur les statistiques de la langue maternelle française commence à faire l'objet d'articles spéciaux à partir de 1973 en relation avec les effets de la poussée du mouvement indépendantiste, l'élection de six députés péquistes en 1973 et l'élection du gouvernement Lévesque en 1976. En 1963-1964, un article est publié sur la population du Nouveau Québec. En 2015, un dossier «population» de 72 pages. Cette dernière brochure qui fourmille de renseignements sur le Québec et ses régions. (N. B. En général, on retrouve des cartes, des graphiques, des illustrations et des tableaux. Le texte de Boily de 1964-1965 est bilingue.)

13. **Le système d'information géographique ou SIG.** L'utilisation de l'information géographique à l'ISQ : collecte, traitement et diffusion de la donnée géospatiale. Par Mélanie Jean et Maxime Keith. http://www.ciqss.umontreal.ca/Docs/Seminaires/CaractereMetho/2014-11-14_ISQGeo.pdf
14. **BDSO.** Banque de données des statistiques officielles sur le Québec. Un document de 86 pages sur les méthodes de travail en statistique rédigé par deux professionnel(le)s de l'ISQ, Mélanie Jean et Maxime Keith. http://www.bdso.gouv.qc.ca/pls/ken/ken263_rechr_base.page_reslt

Cette brève liste de références présente quelques aspects des travaux statistiques portant sur la société québécoise que l'État du Québec met à notre service. Au-delà des statistiques, il existe des articles spéciaux qui reflètent notre passé national. Par exemple, on peut trouver huit articles, entre 1915 et 1922, sur la colonisation au Québec depuis 1608 jusqu'à 1822. En 1962, un article sur «La géographie physique du Québec» et «Une revue de littérature canadienne-anglaise (1946-1959)». En 1966, un texte sur «Le Canada français : son évolution historique» et un autre, en 1968-1969, sur le «Québec et le monde extérieur 1867-1967». On trouve aussi cinq articles de Jean-Charles Bonenfant, deux sur «Les livres et les périodiques d'expression française» (1948 et 1961), un sur le «Bibliothèque de la Législature du Québec» (1968-1969), un autre sur «Les institutions politiques, administratives et judiciaires du Québec (1971), puis «Les Commissions d'enquêtes du Québec» (1972). Par d'autres auteurs, un article sur «Les relations fiscales fédérales-provinciales : une rétrospective (1972); en 2002, «La population du Québec au 20^e siècle : un siècle de mutations.» Etc.

Cette documentation fait partie du patrimoine national des Québécois. Comme historien, je crois que de les citer en référence constitue une bonne façon de faire comprendre l'évolution de la société québécoise qui a plus de 400 ans d'histoire. Cet ensemble documentaire révèle une partie de notre évolution historique qui peut nous permettre de mieux comprendre le présent et envisager le futur.

Lieux de consultation des statistiques de l'État du Québec

• Montréal

2002 : à la Grande Bibliothèque – Niveau 3 – Documentaires : 317.14 Q356 2002

1985/86 à 1995 : à la Grande Bibliothèque – Collection nationale – Publ. Gouvernementales – Québec – OFF A11S86 Q44

1962 à 1979/80 : à la Grande Bibliothèque – Collection nationale – Publ. Gouvernementales – Québec – OFF I52S86 A52

- **Québec :**

Consultation sur place et sur rendez-vous : Institut de la statistique du Québec
<http://www.stat.gouv.qc.ca/produits-services/centre-information-documentation/services-documentaires.html>

Abréviation : MAMOT = Ministère des Affaires Municipales et organisation du territoire.

NOTE.- Je tiens à remercier l'Institut de la statistique du Québec d'avoir bien voulu me transmettre un «Inventaire statistique du Québec de 1914 à 2002» et d'autres renseignements pertinents au sujet de l'*Annuaire du Québec*. Ce travail a été effectué avec professionnalisme par Madame Manon Roy, technicienne en documentation, que je tiens à féliciter personnellement pour sa collaboration.

III.- DIVERS PÉRIODIQUES ANNUELS SUR L'ACTUALITÉ AU QUÉBEC (1967-2003 et 2004-2016)

- **Faisons d'abord un petit retour en arrière. *L'Almanach du peuple*,**

<http://www.ledevoir.com/culture/livres/263369/le-livre-du-peuple> publié par la Maison Beauchemin a vu le jour en 1870. Au total pour ce genre d'ouvrages, il y en aurait existé 148 entre 1760 et 1960. Voir le Tableau 1, p. 10, dans Hans-Jürgen Lüsebrink, «*Le livre aimé du peuple*». *Les almanachs québécois de 1777 à nos jours*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 500 p. <https://www.pulaval.com/produit/le-livre-aime-du-peuple-les-almanachs-quebecois-de-1777-a-nos-jours>

Pour consulter le Tableau 1 et avoir un aperçu général de l'ouvrage, voir l'adresse du site qui suit :

<https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=12&ved=0ahUKEwiVmP3EnezLAhUDgYMKHZA4BRc4ChAWCCEwAQ&url=http%3A%2F%2Flivres.prologuenumerique.ca%2Ftelchargement%2FExtrait.cfm%3FISBN%3D9782763716817%26type%3Dpdf&usg=AFQjCNEFpGsp4IhvMEil5EDxmxeWSP2R9Q&cad=rja>

– Compte rendu de Jacques Michon :

<https://www.erudit.org/revue/globe/2014/v17/n1/1028649ar.html?vue=resume&mode=restriction> «

"La « canadienisation » progressive des contenus coïncide avec l'apogée de l'almanach entre les années 1880 et 1930." Il reste à voir quel sens Michon accorde au terme «canadienisation». Est-ce une représentation exacte du «modèle québécois»? Est-ce l'idée d'appartenance au grand Canada dans la «bonne entente»? Est-ce le lent processus d'intégration et d'assimilation? Les souverainistes doivent tenir compte de cette donne tout comme de l'américanisation.

- ***L'Année politique au Québec (1987-1988 à 1988-1997)***

<http://www.pum.umontreal.ca/apqc/index.html>

Ce périodique de l'actualité de l'année a été dirigé par Denis Monière et d'autres spécialistes de politologie. Il a vu le jour en 1987. L'expérience a duré dix ans. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/info.htm>

Liste des chroniques Dix années gratuites. Accès aux articles selon les rubriques.

<http://www.pum.umontreal.ca/apqc/rubrique.htm>

1. Présentation des ouvrages (10 documents)
2. Les affaires constitutionnelles et les relations fédérales-provinciales (11 documents)
3. Les relations extérieures (10 documents)
4. La vie parlementaire (10 documents)
5. Les politiques gouvernementales (5 documents)

6. La question linguistique (2 documents)
7. Le budget (10 documents)
8. L'administration publique (10 documents)
9. La vie municipale et régionale (11 documents)

À cette documentation, il faudrait ajouter une communication de Denis Monière, «Une lecture politologique des NORMES de Maurice Séguin.» Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Robert Comeau et Josiane Lavallée, *L'historien Maurice Séguin. Théoricien de l'indépendance et penseur de la modernité québécoise*, p. 106-113. Montréal, Les Éditions Septentrion, 1999, 187 p. Téléchargement gratuit. http://classiques.uqac.ca/contemporains/moniere_denis/lecture_politologique_seguin/lecture_politologique_seguin.html La «lecture politologique» de Monière limite l'ouverture sur l'approche universelle de la *Grande histoire* que nous propose Maurice Séguin. Les fondements se retrouvent dans le *Chapitre deuxième* : «Vie et condition de vie». Il serait difficile de contester ce chapitre à la lumière de l'Histoire, c'est-à-dire du *Passé humain intégral*. Et pour nous, le *Chapitre sixième* consacré à la «Colonisation intégrale» nous offre un éclairage exceptionnel sur notre situation de «colonie-nation» soumise à trois formes d'impérialisme : d'abord français, après britannique et ensuite *canadian* depuis l'union de 1840. Faut-il se surprendre que notre pensée politique collective soit dérangée par cette histoire subit d'une génération à l'autre ? Il est inacceptable que la société québécoise refuse de publier une édition intégrale de cette réflexion sur *Les Normes* de l'historien qui est beaucoup plus qu'un ouvrage de méthodologie et de méthode historique.

• **Québec 1996.**

Présentation par Denis Monière et Roch Côté

http://services.banq.qc.ca/sdx/annqc/document.xsp?app=ca.BANQ.sdx.adq&db=notice&id=1996_003&n=3&col=1996&dbrv0=%7C1996%7C&dbrf0=id_parent&p=&chpp=20&dbrqp=search_notice&qid=sdx_q2&col=1996

• **L'Année politique 1997-1999.** Fides, 1998.

<http://services.banq.qc.ca/sdx/annqc/accueil.xsp?db=notice>

• **Au sommaire du Profil du Québec (BaNQ)**

Toute l'année politique, économique, culturelle et sociale

http://services.banq.qc.ca/sdx/annqc/document.xsp?app=ca.BANQ.sdx.adq&db=notice&id=1996_010&n=10&dbrv0=|1996|&dbrf0=id_parent&db=notice&chpp=20&dbrqp=search_notice&qid=sdx_q0&col=1996

Annuaire 2003. Avant-propos.

http://services.banq.qc.ca/sdx/annqc/document.xsp?&col=2003&dbrv0=%7C2003%7C&dbrf0=id_parent&dbrqp=search_notice&app=ca.BANQ.sdx.adq&db=notice&chpp=20&id=2003_003

«Si certains au Canada se posent encore des questions sur le caractère «distinct» de la société québécoise, d'autres à travers le monde n'ont plus de doute à ce sujet. Il suffit d'aller tout droit à la fin de ce livre, de voir la liste des références étrangères sur le Québec, pour constater que le «fait québécois» est maintenant un objet d'étude incontestable et distinct, même à l'échelle internationale.»

Bien d'accord pour admettre que «le "fait québécois" est maintenant un objet d'étude incontestable et distinct, même à l'échelle internationale». Bien sûr, comprendre notre vie sociétale *hic et nunc* est une belle intention mais saisir le fait de son état d'annexion dans une fédération hautement centralisée devrait nous rendre conscients des privations essentielles que la société québécoise vit et subit en tant que collectivité nationale. Le fait du *canadianism*/canadianisme nous place dans un rapport de forces qui ressemble à la fable de Lafontaine du pot de terre et du pot de fer (cf. Guy Frégault, 1955) <http://www.rond->

point.qc.ca/rond-point/histoire/le-chevauchement-des-cultures-au-canada/#nbp1-retour et supra le graphique de l'ISQ sur la langue maternelle en 2011 au Québec.

Pour simplifier les choses, je dirais que nous avons un gros problème concernant la «sociologie du national». Même que certains chercheurs croient qu'il s'agit d'une tautologie. Or, le «national et le social» sont deux aspects nécessaires de la vie d'une même communauté. Partant, il est donc impossible d'ignorer les affrontements nationaux qui se rapportent aux relations avec les autres collectivités. Ce problème fait partie intégrante du «fait québécois». Par conséquent, nous devons nous interroger sur le rôle que peut jouer, sans réserve, l'État du Québec au plan «national» sur les principaux types ou degrés d'annexion politique afin d'éviter le piège de la subordination politique (p. ex.: l'annexion prolongée que subit le Québec-Français) constitue la cause principale de l'assimilation.

L'Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances nationales (IRAI) aura beaucoup de boulot à faire dans cette direction en ce qui concerne le «status» actuel du Québec *province*. En outre, l'IRAI aura besoin de nous offrir autre chose que des vœux pieux sur le fédéralisme décentralisé ou les États associés qui alimentent notre pensée politique traditionnelle fortement atavique. Quant aux indépendances nationales, il serait préférable de penser le problème dans le sens de l'**État souverain** au sens complet de ces deux termes.

IV.- INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

• ***L'Annuaire du Québec et L'état du Québec depuis 2004* couvrent une variété considérable de sujets sur les transformations de la société québécoise.** L'approche générale vise principalement à décrire des situations, des faits sociaux, politiques, économiques et culturels (scientifiques, religieux, etc.) sous plusieurs angles (géographie, histoire, chronologie, santé, éducation, culture, sciences, gouvernement, médias, etc.) dans la perspective des problèmes de l'heure sous une forme journalistique. L'emphase est mise sur les problèmes sociétaux de l'État du Québec. La notion du «social» ratisse large dans le paysage des problèmes du Québec. Cependant, le «conflit» Québec-Canada occupe une portion congrue et même presque occultée. Dans *L'annuaire du Québec 2005*, je ne trouve que deux articles significatifs portant sur les souverainistes et l'indépendance du Québec. Voici les deux textes :

Christian RIOUX, «Le Canada, refuge contre l'hyperpuissance américaine», pages 84-91.

http://services.banq.qc.ca/sdx/annqc/document.xsp?app=ca.BAnQ.sdx.adq&db=notice&id=2005-006-007&n=7&dbrf0=id_parent&dbrv0=|2005-006|&db=notice&col=2005&chpp=20&dbrqp=search_notice&qid=sdx_q5&col=2005

«Rarement les nationalistes qui souhaitent l'accession du Québec au rang de pays se sont-ils préoccupés du monde dans lequel surgirait ce nouvel État souverain.»

Jean CERMAKIAN, «Un territoire, «deux solitudes. La géopolitique de l'élection fédérale du 28 juin 2004», pages 666-672.

http://services.banq.qc.ca/sdx/annqc/document.xsp?app=ca.BAnQ.sdx.adq&db=notice&id=2005-011-003-003&n=3&dbrf0=id_parent&dbrv0=|2005-011-003|&db=notice&col=2005&chpp=20&dbrqp=search_notice&qid=sdx_q9&col=2005

«Il est à souhaiter qu'une telle conjoncture politique suscite chez les Québécois, et dans l'ensemble du Canada, une réflexion portant sur l'avenir de leur pays, sur ses différences et ses points de convergence, et sur la place du Canada et du Québec dans l'espace continental des Amériques et sur la scène internationale, face aux défis de plus en plus exigeants de la mondialisation et de l'interdépendance entre les peuples et les nations.»

C'est une grande lacune de cette publication. Malgré tout, nous devons reconnaître qu'elle nous offre une information qui illustre d'une façon probante l'existence d'une société comme toutes les autres dans le

monde. La dynamique (interne) de la société est contenue dans ces outils d'analyse. Ce sont des documents précieux pour tout le monde et, en particulier, pour les politiques, les décideurs dans tous les domaines ainsi que pour tous les spécialistes en sciences de l'homme. Il faut quand même ouvrir l'œil et conserver son esprit critique, car le national est mis en-dessous du radar nationaliste. Les historiens ont donc le devoir de s'impliquer et de faire preuve de vision historique plutôt que de se cantonner dans le passé pour le passé. Les politologues, les économistes et les sociologues ne devraient avoir seuls l'exclusivité sur les enjeux actuels qui confrontent le public québécois ³(3).

• ***L'Annuaire du Québec 2004 (14/14): Le Québec, le Canada, le monde***

<http://inm.qc.ca/blog/lannuaire-du-quebec-2004-1414-le-quebec-le-canada-le-monde/>

14e et dernière partie de l'édition 2004 de *L'Annuaire du Québec* (Fides). De l'ascension de Paul Martin à l'héritage de Jean Chrétien en passant par la politique étrangère du Québec, la mondialisation, le libre-échange, l'explosion des études québécoises dans le monde et la «fragile démesure» de New York, les sujets abordés dans cette section sont nombreux et riches.

• ***L'état du Québec (2004-2015)*** <http://inm.qc.ca/blog/etat-du-quebec/>

L'Annuaire du Québec est publié depuis 1996 par les Éditions Fides et divers autres éditeurs. Depuis 2004, la publication se fait en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde (INM) sous la direction de Michel Venne et Miriam Fahmy.

• **Liste des publications**

1. 2004 L'économie et les conditions de vie. Extrait de 37 p. en ligne.
http://inm.qc.ca/Centre_doc/39-Annuaire1.pdf
François Rocher, «Que reste-t-il de la question nationale ? (p. 91-98)» D'entrée de jeu, l'auteur écrit : «La campagne électorale d'avril 2003 ne s'est pas jouée sur la question nationale. (p.91)» Pourtant, Rocher reconnaît : «La question nationale se conjugue plus que jamais avec l'ambition de faire du Québec un État indépendant. (p. 95)» Évidemment, il ajoute qu'il s'agit de «sa version la plus radiale» (p. 95)⁴(4).
2. 2005 Dossier. L'an 2 de Jean Charest
3. 2006 Tout ce qu'il faut savoir sur le Québec d'aujourd'hui <http://inm.qc.ca/blog/lannuaire-du-quebec-2006-2/>
4. 2007 Le Québec en panne ou en marche ? <http://inm.qc.ca/blog/lannuaire-du-quebec-2007-2/>
5. 2008 Le Québec vire-t-il à droite ? <http://inm.qc.ca/blog/lannuaire-du-quebec-2008-2/> ou http://www.editionsfides.com/fr/product/editions-fides/ouvrages-de-reference/lannuaire-du-quebec-2008_217.aspx?id_page_parent=82
6. 2009 Le portrait de Jean Charest [et autres dossiers] <http://inm.qc.ca/blog/letat-du-quebec-2009-2/>
7. 2010 Tout ce qu'il faut savoir sur le Québec d'aujourd'hui <http://inm.qc.ca/blog/letat-du-quebec-2010/> Version numérique http://inm.qc.ca/Centre_doc/86-Etat-QC2010.pdf
8. 2011 Le Québec est-il (toujours) une société égalitaire ?
2012 *L'état du Québec*. Le Québec en panne de leadership ? (Anciennement L'Annuaire du Québec depuis 1996) Supplément. Régénérations. Propositions citoyennes pour un Québec intergénérationnel. © Groupe Fides inc., 2012
https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwim_IrR5cjMAhWGWh4KHaleALgQFggmMAA&url=http%3A%2F%2Finm.qc.ca%2FCentre_doc%2F80-Regenerations.pdf&usq=AFQjCNGnk0eVHimq4I2nBMfj1uyyMLG1RQ&sig2=8SBSb5kzMvRpUf-LGv2M3Q&bvm=bv.121421273,d.dmo
9. 2013-2014 *L'état du Québec*. Le pouvoir citoyen
https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwithOPNvMnMAhUKpB4KHfHfpAL8QFggmMAI&url=http%3A%2F%2Finm.qc.ca%2FCentre_doc%2F92-Editorial-MF.pdf&usq=AFQjCNFb4Ky0IP-tABIKzfdJ9NCPBopKdw&sig2=O45PBwnRS7F_bj8iCkNUnQ&bvm=bv.121421273,d.dmo

10. 2015 *L'état du Québec. 2015*: 20 clés pour comprendre les enjeux actuels
11. 2016 *L'état du Québec*. Édition 20e anniversaire (papier et numérique). Édition Del Busso et Institut du Nouveau Monde. Supplément : *Sommet socioéconomique de 1996: leçons et perspectives* par Lucien Bouchard. Document accessible en ligne : <http://inm.qc.ca/produit/sommet-socioeconomique-de-1996-lecons-et-perspectives/> Prix : 4,99 \$

L'état du Québec suspendu ?

Des rumeurs ont couru, à l'été 2014, au sujet de la fin de la publication de *L'état du Québec*. Le journaliste Jérôme Delgado a fait enquête. L'INM a expliqué qu'il n'abandonnerait pas. Les porte-parole ont expliqué qu'il ne s'agissait pas «d'un abandon définitif, seulement d'un report». En effet, l'éditeur du périodique annuel a publié, en 2016, l'ouvrage du 20^e Anniversaire.

Jérôme Delgado, «"L'état du Québec" suspendu.» *Le Devoir*, 6 août 2014 Actualités culturelles <http://www.ledevoir.com/culture/actualites-culturelles/415221/l-etat-du-quebec-suspendu>

Jérôme Delgado, «L'INM n'abandonne pas "L'état du Québec"». *Le Devoir* 7 août 2014 Actualités culturelles <http://www.ledevoir.com/culture/actualites-culturelles/415292/l-inm-n-abandonne-pas-l-etat-du-quebec>

Les responsables de ces publications se déclarent non-partisans mais ils font le pari «de dessiner les contours du Québec dans lequel nous voulons vivre demain» tout en adoptant «le Québec comme territoire de référence» (2005, p. 9). *L'état du Québec* fait un récit des événements de l'actualité annuelle en sélectionnant les thèmes ou les sujets médiatique de l'heure. Le discours général brode autour du sociétal et du social. On en vient donc à parler presque exclusivement de ces réalités. La part réservée à l'aspect «national» du Québec n'est pas la préoccupation principale de l'INM et de l'éditeur Del Busso. Le «national» se rapportant aux relations avec les autres collectivités mériterait d'y être plus explicitement étudié. Concédonsons toutefois que pour «le Canada, le Québec et le monde», une place est accordée au rôle du gouvernement du Québec à l'intérieur de ses prérogatives locales. Mais prétendre étudier «l'état du Québec» en excluant sciemment dans le présent la bête noire des rapports entre les fédéralistes et les indépendantistes ou des sérieuses tensions collectives entre le Québec et Ottawa qui concernent les relations intra-étatiques de la fédération canadienne demeure une décision inacceptable et inadmissible. A-t-on déjà oublié que le Québec n'a pas endossé le rapatriement de la constitution de 1982 ?

Il est rare qu'une fédération ne soit pas en même temps un empire. De même qu'il est aussi rare qu'une nation annexée ne disparaisse pas sans avoir été mise dans une fédération. Regardons les choses en face. Le central est à Ottawa. Il possède tous les moyens essentiels pour imposer son nationalisme sur l'ensemble des provinces. Le dossier «fédéralisme et nationalités» ne peut être rejeté d'un simple revers de la main sous le faux prétexte de se proclamer spécieusement être non-partisan. À titre d'exemple, le nombre d'articles sélectionnés par *L'Annuaire du Québec 2004* s'élève à 114 qui ont été écrits par un ou plusieurs auteurs. Une vaste description de l'état de situation au plan social. Nos spécialistes des sciences de la société au sociétal et au social nous laissent croire qu'ils ont étudié le tout de la vie et condition de vie sur l'homme en occultant savamment les luttes nationales sous la présomption ambiguë du vivre ensemble. Pourtant, la défense du bien commun et les intérêts supérieurs de la nation requièrent l'aspect du national qui est indispensable et nécessaire au développement et au progrès social.

Le conflit Québec vs Ottawa n'est pas une vue de l'esprit. Notre histoire récente et lointaine en témoigne incontestablement. Il suffit de quitter l'idéologie fédéraliste subordonnée à l'optique impérialiste des rapports entre les nations pour découvrir l'importance de la souveraineté de l'État pour une nation qui cherche à accéder au «status» d'État indépendant. On sait que l'Institut du Nouveau Monde dirigé par Michel Venne est peu enclin à suivre cette piste du «national» au Québec. Un problème majeur qui nous tracasse individuellement et collectivement depuis des générations. Peut-on admettre que sur 114 articles d'analyse principalement sociologiques qu'il ne faudrait pas étudier la position indépendantiste au Québec

d'une manière explicite? Pourquoi pas un «supplément» qui nous offrirait une analyse des deux nationalismes au Canada. C'est par trop décevant.

IV.- AUTRES COMPILATIONS

• **François Aquin... [et al.]. *Le Québec, 1967-1987 : le Québec, du général de Gaulle au lac Meech.***

Montréal : Guérin, 1987, 237 p.

https://nelligan.ville.montreal.qc.ca/search~S58*fr/?/c971.404+Q/c971.404+q/-3%2C-1%2C0%2CB/frameset&FF=c971.404+q&1%2C%2C20 Par une trentaine de collaborateurs.

- Yves Martin, «Les référendum, ses lendemains et l'avenir. » p. 109-112.

- Claude Morin, « La question référendaire.» p. 118-121.

- Jacques Parizeau, « Du référendum à l'accord du Lac Meech ». p. 122-125.

• **Gérard Boismenu, Jacques Rouillard et Laurent Mailhot, éd., *Le Québec en textes 1940-1980.***

Montréal, Boréal Express, 1980. 574 p.

- **Compte rendu de Maurice Lebel en français** publié dans *Canadian Literature* 93 (Summer 1982): 135-136. <https://canlit.ca/full-issue/?issue=93> <https://canlit.ca/article/quebec-en-textes/>
Cliquer sur «Download full issue».

Le critique a dressé la liste des noms des auteurs des documents cités. Il s'explique : «Si j'ai tenu à dresser cet *Index Nominum*, ce n'est pas seulement pour combler une lacune de cette Anthologie, c'est aussi et surtout pour faire ressortir le fait que "les auteurs sont presque tous du Québec."

François-Albert Angers, Hubert Aquin, Sheila Arnopoulos, Henry Aubin, Francine Barry, Gerald Bernier, Gérard Bessette, André J. Bélanger, Paul R. Bélanger, Maurice Blain, Robert Boily, Gérard Boismenu, Paul-Emile Borduas, Guy Boulizon, Gilles Bourque, Michel Brault, Dorval Brunelle, Paul Chamberland, Pierre Chantefort, Hubert Charbonneau, Robert Charlebois, Dominique Clift, Collectif, Confédération des syndicats nationaux, Conseil Attikamek-Montagnais, Hugues Corriveau, Pierre Dagenais, Marcel Daneau, Hélène David, Paul-Eves Denis, Roch Denis, Réjean Ducharme, Jeanne Duval, Jacques Ferron, Gérard Fortin, Francine Fournier, Mona-Josée Gagnon, Gérard Gardner, Hervé Gauthier, Jean-Denis Gendron, Roland Giguère, Gouvernement du Québec, Richard Jones, Paul-Marie Lapointe, André Laurendeau, Camille Laurin, Charles Lemelin, Vincent Lemieux, Jules Légaré, Jean-François Léonard, Pierre Maheu, Laurent Mailhot, Manifeste du Front de Libération du Québec, Gilles Marcotte, Fernand Martin, John Thomas McDonough, Alain Médan, Gaston Miron, Denis Monière, Louis O'Neil, Roland Parenteau, Jacques Parizeau, Michel Pichette, Luc Racine, Marcel Rioux, Léo Roback, Jean-Claude Robert, Leslie Roberts, Jacques Rouillard, Robert Rumilly, Céline Saint-Pierre, Michel Tremblay, Louis Trotier, Pierre Elliott Trudeau, Pierre Vallières.

Une deuxième édition de cet ouvrage a été publiée en 1986 (622 p.). Nous indiquons ci-dessous les modifications qui ont été apportées au plan avec la nouvelle édition.

La première partie : 1940-1960 est ainsi subdivisée :

- A. La Guerre
- B. Le développement économique et l'urbanisation
- C. Le duplessisme
- D. Refus en mutations.

La deuxième partie: 1960-1980 [1986 : 1960-1985 est répartie de la façon suivante :]

- A. La révolution tranquille et le développement de l'État [1986 : «Le développement de l'État et la crise»]
- B. Économie et travail

- C. Montréal [1986 : Montréal et les régions]
- D. La question nationale
- E. Luites populaires. [1986 : Langue et culture]
- F. Mouvements sociaux [1986 :]5(5)

L'impression générale qu'on peut ressentir de cette compilation de textes d'auteurs, c'est que la trame historique de l'évolution du Québec n'est pas évidente. Pour sa part, Marcel Lebel termine son compte rendu sur cette remarque : «Tel quel, *Le Québec en textes* nous présente un certain Québec vu sous un certain angle. Reste à le compléter pour en avoir une bonne vue d'ensemble.»

– **Le compte rendu de l'historien Pierre Savard** se trouve dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, v. 35 (1981), no 2 : 273-274. <http://www.erudit.org/revue/haf/1981/v35/n2/303957ar.pdf>

Savard constate ceci pour la première partie : «Mais tout cela ne nous aide pas à comprendre que ces deux décennies portent en germe les vingt ans qui suivent.» «La seconde partie du recueil, à son avis, nous montre un Québec qui sort du tombeau, libéré et radieux.» Pour l'ouvrage, dans son ensemble, il remarque que «son décryptage n'est pas facile mais on ne s'y plonge jamais sans en revenir avec des faits ou des jugements qui font mieux comprendre cette histoire qui, pour être la plus proche de nous, n'en reste pas moins souvent la plus mal connue. (p. 274)»

– Nouvelle édition revue et mise à jour (1986)

• **Gerard Boismenu, Jacques Rouillard et Laurent Mailhot, éd., *Le Québec en textes. Anthologie 1940-1986***. Nouvelle édition revue et mise à jour. Montréal, Boréal Express, 1986. 622 p. L'ouvrage comprend 67 documents (cf. supra pour l'édition de 1981 et la note de fin 5).

Ces deux éditions nous offrent un Québec vu sous un certain angle, ce en quoi Maurice Lebel a bien raison. Par ailleurs, Pierre Savard reconnaît que cette histoire «pour être la plus proche de nous, n'en reste pas moins souvent la plus mal connue». Qu'est-ce à dire ? Ne serait-ce parce que «la question nationale» n'est pas vue selon une approche historique véritable ? Les conséquences des décisions collectives du passé impriment une courbe historique qui se vivent dans le présent et que les décisions prises au cours des présents successifs déterminent une trajectoire inévitable. Passé, présent et futur ne font qu'un pour toutes les sociétés humaines. Et c'est la grande histoire qui peut nous apporter des informations nouvelles sur notre situation hic et nunc pour mieux faire face au futur qui est une construction de notre esprit. Ce futur, il faut le construire en nous et définir la fin en vue. Ces trois auteurs ont la même approche que l'Institut du Nouveau Monde et de son éditeur Del Busso au sujet du problème national. Il est traité accessoirement. Pourquoi en arrive-t-on à regarder ce problème comme si ce n'était qu'une pièce banale de la construction du puzzle national ? Serait-ce que «la question nationale» au Québec recouvre mille facettes que, finalement, on y accorde plus ou moins d'importance. Il faut bien se libérer un jour ou l'autre du Passé !

On peut bien remonter aux années quarante mais il est impossible de les comprendre sans recourir à une explication historique. L'édition de 1986 propose onze documents sur ce thème du «national». Mais il semble surtout qu'on s'intéresse plus à vivre entre soi. On s'oscule, on se regarde, on se décrit, on s'oppose mais, finalement, on ne se comprend pas. Est-ce que nous débattons ? Pas vraiment. On s'exclut plus qu'on cherche une explication au problème. (Et, encore, il faudrait bien formuler le problème.) Il semble que les propositions de solutions ou de stratégies l'emportent sur l'essentiel qui consiste à dénouer le nœud gordien du dilemme «fédéralisme vs indépendantisme». D'où le nouveau mythe national des Québécois-Français de tous les milieux : l'absolu du ou des projet(s) de société idéale – ce pays imaginaire et mythifié – qui occulte le «national» réel qui est l'un des deux aspects nécessaires de la vie d'une communauté. «Plusieurs ont rêvé de tout réduire à des conflits sociaux et d'éliminer de l'histoire les affrontements nationaux.» (Cf. Maurice Séguin, *Les Normes, Chapitre quatrième*.)

Sur cette question du nationalisme au Canada, l'historien Maurice Séguin nous prévient d'entrée de jeu sur les réticences, pour ne pas dire les résistances, de la société devant la nouvelle interprétation de l'histoire du Canada et du récit des grands phénomènes sociaux. Il écrit :

*Mais devant une tentative analogue concernant les grands phénomènes d'ordre politique, économique, culturel ou social, il y aura généralement tendance à se récrier : Est-ce là de l'histoire ou de la sociologie ? L'historien ne sort-il pas de son rôle et ne tente-t-il pas de jouer plutôt au politicologue, à l'économiste ou au sociologue ? [...] À plus forte raison est-il permis d'écrire l'histoire (même prise de très haut) d'une évolution politique, économique, culturelle ou **sociale** et d'en discuter, avec toute la liberté voulue, les composantes majeures. (Dans *Les Normes*, Introduction.)*

Il faut noter ici qu'il n'a pas oublié la place du **social** dans son explication historique du sort réservé finalement aux Canadiens (*français*) de la Nouvelle-France demeurés dans le Canada soumis aux règles d'une nouvelle colonisation britannique dirigée par Londres et des gouverneurs britanniques (et non plus de Paris). Nos lecteurs et lectrices devraient prendre en considération ce souci sociologique. D'ailleurs, dans *Les Normes*, la conclusion du *Chapitre deuxième* intitulée : «Dynamique intégrale (interne) de la société» en fait foi par la description qu'il nous donne de l'«aspect sociologique» en tant qu'il est une force isolée ou en surestimation ou sous-estimation du facteur de société dans «un tout complexe». <http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/histoire/seguin/dynamique-integrale-interne-de-la-societe-les-normes-3/> La *Grande histoire* est à ses yeux «l'histoire des structures [qui] est aussi légitime que l'histoire événementielle» (cf. *Introduction*). Il a appliqué ces «normes» pour servir à une synthèse de l'explication historique du conflit entre deux nationalismes au Canada. <http://vigile.net/archives/01-9/deshaies-63.html> Il est difficile de comprendre à quel point nos politiques québécois occultent leur véritable passé vécu par une dizaine de générations de nos ancêtres. Depuis la Défaite de 1760, les «Canadiens» du Premier Canada ont tenté de toutes les manières à préserver leur identité et leur distinction sous le régime du Conquérant anglais (britannique et américain).

Si la nouvelle interprétation de l'histoire canadienne pouvait nous éclairer sur notre passé collectif national, nous pourrions mieux décoder les pièges des grandes interprétations anciennes et la portée de la nouvelle interprétation de l'histoire du Canada d'aujourd'hui. <http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/histoire/seguin/introduction-les-normes-4/> Il ne faut pas oublier d'admettre qu'il existe effectivement un affrontement entre deux nationalismes au Canada. Cet affrontement est à la fois politique, économique, culturel et social. Il découle de notre statut de nation annexée. Croire que ce phénomène historique de l'annexion du Québec au Canada puisse être occulté est la marque évidente d'une acceptation du *canadianism* /canadianisme cher au Canada-Anglais et aux fédéralistes-optimistes québécois qui défendent bec et ongles leur appartenance au Canada-Anglais.

Le texte qui suit montre les rapports de force entre le Canada-Anglais et le Québec. C'est une donne qu'il est impossible de négliger quelles que soient les propositions qui viendront du Québec. Les politiques ne peuvent en faire abstraction qu'ils nous représentent à Québec ou à Ottawa.

Texte 47 : Gérard Boismenu, «Du recul à la compromission.» (P. 406-418 et notes p. 581-583.)

«En somme, la Loi constitutionnelle de 1982 modifie significativement le cadre d'exercice du pouvoir au niveau provincial en posant des «verrous» qui bloquent les initiatives exprimant les questions régionale et nationale et agissant sur elles. Nous en connaissons la plupart des éléments : [Nous en retenons deux sur les cinq de la liste :]

- *Le primat du citoyen qui sert de repoussoir à l'idée de reconnaître des droits collectifs à la communauté;*
- *Le gouvernement central qui apparaît seul dépositaire des intérêts collectifs du peuple canadien; [...]*

Tous ces éléments touchent de plein fouet le statut du gouvernement du Québec; et, en fond de scène, se profile la perte de veto dans la formule d'amendement (p. 409).

Nous reconnaissons tous que «deux logiques constitutionnelles irréconciliables» (p. 410) s'affrontent. En gros, les souverainistes-péquistes désirent «la reconnaissance de la spécificité du peuple québécois, [à la condition qu'on] en dégage une asymétrie constitutionnelle.» C'est un préalable à l'accord avec le Canada. Dès 1986, Boismenu pouvait écrire qu'«en guise de conclusion, il y a donc lieu de nourrir un profond scepticisme et une bonne dose de pessimisme [quant à un accord]. (p. 416)» Il n'a pas eu tort, car vingt ans plus tard, cet arrangement ou cette conciliation n'a pas encore eu lieu. Dans les circonstances actuelles, le Québec n'y arrivera pas de sitôt. Le Québec est constitutionnellement dans les limbes mais le gouvernement fédéral agit comme si tout avait été réglé. L'unité canadienne est préservée.

Je conseillerais à l'équipe de l'IRAI de se pencher sur cet essai qui remet les pendules à l'heure pour les indépendantistes qui se disent non-partisans. Quelle foutaise que cette prétention de non-engagement! **Ce qu'il faut exiger des indépendantistes, c'est d'être honnête.** Cette honnêteté ne peut se trouver autrement que dans le respect de la vérité. L'essai de Gérard Boismenu cité supra devrait déciller les yeux des indépendantistes-optimistes. Le combat doit se faire avec le public québécois pour le convaincre du bien-fondé de se doter du *self-government* complet à l'interne et à l'externe comme tous les États souverains reconnus dans le monde.

V.- ATLAS DES ÉLECTIONS AU QUÉBEC (PAR PIERRE DROUILLY)

<http://atlas.fondationlionelgroulx.org/index.html>

Le téléchargement des données peut se faire à partir du site de la Fondation Lionel-Groulx.
<http://atlas.fondationlionelgroulx.org/donnees.html> Ces données couvrent toutes les élections pour le Québec (local) et le Canada (fédéral) au Québec entre 1792 et 2013. Elles sont exhaustives et illustrées d'une cartographie électorale ainsi que de Tableaux statistiques et d'un Répertoire du personnel.
Referendums : 1980 1992 1995 Plébiscite : 1942.

VI.- HISTOIRE DU CANADA PAR LES TEXTES

A.- Fides Éditeur

La première édition de l'*Histoire du Canada par les textes* remonte à 1952 sous la responsabilité de Michel Brunet, Guy Frégault et Marcel Trudel. L'ouvrage en un volume a été réédité en 1956 et en 1960. En 1963, une nouvelle édition revue et augmentée est publiée en deux volumes.

Tome I :

Première partie : 1535-1760 (Guy Frégault) 30 documents, p. 13-114 ;
Deuxième partie : 1760-1854 (Marcel Trudel) 57 documents, p. 117-244.
Avant-propos et Index. 262 p.

Tome 2 : 1855-1960 (Michel Brunet, 44 documents, p. 11-259.

Avant-propos et Index. 281 p.

Chaque document choisi fait l'objet d'une présentation historique accompagnée de références. Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique. Une excellente collection de documents qui tient compte de la nouvelle interprétation de l'histoire canadienne.

B.- Gurérin. Éditeur

Michel ALLARD, *et al.*, *L'histoire canadienne à travers le document*. 7 volumes. Montréal, Guérin, Éditeur, 1976-1989. Cartes, graphiques et illustrations. Compte rendu par André Lefebvre.

http://www.jstor.org/stable/1495028?seq=1#page_scan_tab_contents

No	Titre	Période	Date de publication
1.	La Nouvelle-France	1534-1713	1976
2.	La Nouvelle-France	1713-1760	1976
3.	Les Deux-Canadas	1760-1810	1978
4.	Les Deux-Canadas	1810-1867	1985
5.	Le Canada	1867-1975	1989
6.	Le Québec	1867-1975	1986
7.	L'Ontario	1867-	1988

Exemple du volume 3 : L'ouvrage comprend 94 documents divisés en cinq parties : I. Des structures politiques ; II. Une administration coloniale ; III. Un territoire à occuper ; IV. Des questions économiques ; V. Deux sociétés.

La collection des 7 volumes est facilement accessible dans de nombreuses bibliothèques au Québec. Une belle collection de documents présentée avec un souci pédagogique.

VII.- RÔLE DE L'ÉTAT DU QUÉBEC FACE AU *FUTUR* DE LA PROVINCE

Franklin Delano ROOSEVELT :

«Les caresses n'ont jamais transformé un tigre en chaton.»

QUE POUVONS-NOUS RETENIR DE NOTRE PASSÉ POUR REGARDER PLUS LOIN DANS LE FUTUR ?

Quand on se regarde, on pourrait aligner une kyrielle de Québec : le Québec société, le Québec province, le Québec fédéré, le Québec État provincial, le Québec bis-ethnique, le Québec bilingue et multilingue, le Québec multiculturel, le Québec fatigué, le Québec écartelé et le Québec annexé au Canada. Toutes ces facettes sont révélées dans toutes ces pages de documents qui concernent à la fois les individus, les institutions provinciales et les traits généraux caractéristiques de la nation québécoise.

De ce fatras de données et d'interprétations sur notre passé collectif, que faut-il retenir de toute cette somme d'information sur l'évolution politique, économique, culturelle et sociale du Québec au cours des cent cinquante dernières années? Nous avons à la fois des «chiffres en main» et des analyses très nombreuses couvrant tous les secteurs d'activités humaines au Québec qui ont façonné notre réalité sociétale et notre réalité sociale. Au fond, ce que nous voulons comprendre et expliquer concerne tout ce qui s'est passé réellement au cours des cent cinquante dernières années au sujet des thématiques ayant trait aux comportements des individus et, surtout, de l'évolution de notre vie collective nationale au Québec.

Suffit-il de faire le récit de tout ce vécu humain individuel et collectif? La description des transformations que peut subir une société dans son évolution ne peut nous donner ipso facto la manière de faire des choix afin d'en assurer son développement optimal. Le besoin de «Penser en présence des faits»

<http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/apprentissage/rond-point-apprentissage-2/#haut> constitue le défi majeur de tout citoyen dans son appréciation des événements quotidiens. À cet égard, il ne saurait éviter de recourir à une explication historique. La durée historique des phénomènes sociaux exige une

réflexion longitudinale qui nous apporte des faits nouveaux et une meilleure compréhension de ce qui a été. Par exemple, le graphique en colonne cité supra sur «La langue maternelle au Québec en 2011» illustre bien une tendance profonde de l'évolution des transformations de l'une des caractéristiques de la société québécoise : la décroissance du poids démographique français au Québec et, bien évidemment dans le Canada. Pendant que nous nous transformons, en même temps le reste du Canada continue de grandir et de se développer. Les forces en présence changent. Il ne faut donc pas trop se fier aux apparences. Le monde anglo-saxon n'est pas en perte de vitesse. Ce fait est sous nos yeux et il a des racines dans le passé – dans notre histoire nationale.

Que doit-on faire pour le Québec si l'on souhaite que la langue française perdure dans le temps avec une vitalité qui maintienne l'existence d'une société majoritairement de langue française dans le futur ? Nous pouvons comprendre facilement que nous ne pourrions pas nous contenter de nous décrire comme nous sommes hic et nunc sans chercher des solutions qui rendraient cette vie en français au Québec avec une vigueur et un dynamisme renouvelé. Par conséquent, les données sur nous-mêmes, individuellement et collectivement, devraient nous permettre de «voir plus loin dans le futur» en vue de meilleures décisions. Ce qui nécessite une vision du futur.

Si ce raisonnement est vrai pour toute la vie d'une société au plan «social» qu'est-ce que nous pourrions surtout dire avec urgence sur ce qui a trait au plan «national» ? À cet égard, la dimension d'un Québec-Français est absolument non-négociable. Mais, en plus, l'existence de l'État du Québec est aussi non-négociable. Et, encore plus, la nation québécoise a besoin de cet État pour assurer son développement collectif d'une façon harmonieuse selon ses propres fins. Il y va du bien commun de la société québécoise en général. En ce sens, notre agir (par soi) collectif a besoin d'un nouveau statut politique dans le monde. Toutes les données, les informations sur notre vie nationale et les analyses sur la société québécoise démontrent que notre société est belle et bien organisée et capable, en plus, de mettre à son service un État souverain distinct des autres États indépendants par sa présence internationale sans être sous la dépendance du Canada *from coast to coast, to coast*.

Tous les inventaires qui ont été réalisés sur la société québécoises convergent dans le sens que la nation québécoise peut s'ouvrir au monde par elle-même sans être contrainte dans ses politiques par un autre gouvernement et un autre État qui le superpose, le subordonne, le provincialise et, finalement, le remplace. **Comme État fédéré, l'État du Québec est mis en subordination et superposition permanente quant à son statut politique de nation mineure compte tenu des privations de la loi fondamentale du Canada.** «Regarder loin dans le passé» devrait convaincre les Québécois que la courbe ou la pente historique qu'ils subissent dans le présent les pousse vers une dépendance encore plus forte comme *province* du Canada. L'histoire du Québec et des Canadiens *français* au Québec nous montre que le bond qualitatif ne peut se satisfaire minimalement de quelques réussites économiques mais bien de l'accomplissement de l'indépendance complète du Québec. Si «l'action met les ardeurs en œuvre, c'est la parole qui les suscite». Il faut donc parler d'indépendance. «Je parle. Il le faut bien.» N'est-ce pas une bonne devise ?

Le changement de cap de provincialiste-fédéraliste à celui d'autonomiste-indépendantiste fera toute la différence entre le PQ et tous les autres partis politiques quant aux décisions à prendre et à expliquer au public du Québec. Chercher ailleurs des solutions de grande alliance ou que sais-je encore n'est que l'expression d'un manque de courage et de conviction. En 2018, il y aura encore trois partis politiques influents à des degrés divers à vouloir prendre le pouvoir pour chasser le Parti Libéral du Québec en place. Et après... Qui sait ?

Le PQ doit s'attarder maintenant à faire son travail à l'Assemblée nationale et à mettre en marche le discours indépendantiste sur les bases de l'optique indépendantiste. Que les bureaux de comté de la députation péquiste apprennent à faire autre chose que de filtrer les «ardeurs indépendantistes» d'où qu'elles viennent. Les bureaux des députés péquistes de comtés doivent se mettre au service de toute la population et du public sans prévention tout en sachant que leur position indépendantiste est légitime et

démocratique. Est-ce qu'un bureau de circonscription électorale peut être vraiment neutre ? «Je parle. Il le faut bien.» Nul autre que vous ne le fera à votre place. Croyez-vous que si je me rendais au bureau de la ministre Lise Thériault dans le comté d'Anjou Louis-Riel, je vais entendre parler d'indépendance du Québec ? Qu'il y aura le portrait de Jacques Parizeau ou de René Lévesque sur les murs ? Mais si mon problème concerne une question de droit, de programme de subvention, d'une réponse à une demande qui ne me revient pas du gouvernement ou d'un problème personnel qui concerne la ministre et ses responsabilités de comté, je dois m'attendre à être servi correctement et avec respect.

Les députés québécois ne devraient pas occulter allègrement le passé de la société canadienne-française qui les a amenés dans le cul-de-sac du canadianisme⁶(6). Ils auraient besoin de se rappeler constamment que l'essence de l'annexion prolongée est **LA** cause de l'assimilation. S'intégrer dans une autre nation existante et majoritaire, être remplacée, conduit à la perte totale de tout sentiment d'être distinct. Il faut un objectif clair, des décisions appropriées et une détermination indéfectible à faire arriver ce qui est désiré. Raison et émotion doivent aller de pair.

La cause principale des échecs péquistes, selon l'historien Charles-Philippe Courtois, http://www.action-nationale.qc.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=521&catid=205&Itemid=556 tient à «l'incapacité du PQ à définir clairement [...] ce qu'il entend faire à propos de son option». Ce qui serait, selon cet historien, «la source de la désaffection du public et qui risque de provoquer une désaffection pour la souveraineté elle-même...». N'est-ce pas ce que le public québécois désœuvré de la longue attente «rongé de tristesse et de neurasthénie, n'espérant plus en rien, avec le dégoût des hommes et la lassitude écrasante de la vie». (Ce passage sur la neurasthénie est de Romain Rolland cité dans *Trésor de la langue française informatisée*. <http://atilf.atilf.fr/>.) À cet égard, le PQ aurait intérêt à mieux évaluer son comportement après deux défaites référendaires, des échecs électoraux et un parcours erratique au cours des vingt dernières années décevantes. La motivation n'est plus au rendez-vous. Le public souverainiste et sympathisant est frappé d'un abattement qui est accompagné par une tristesse que l'on impute à la fatigue collective. Les efforts de redressement ne se sont pas encore réalisés.

Que doit-on s'attendre de la «convergence»⁷(7) ? Comment les partis, les politiques ou les groupements de personnes qui disent être souverainistes parviendront-ils à accepter une identité de vues, de pensées et tendre vers un même but ou un même résultat, bref de créer une convergence unique des efforts ? Même si tout ce monde pouvait s'entendre, encore faudrait-il qu'il s'adresse publiquement avec les mêmes convictions à l'endroit du public, de la grosse masse.

Jusqu'à ce jour, le mouvement nationaliste-autonomiste a horreur de la pensée unique. Il en fait une objection philosophique. C'est ce que l'on entend régulièrement de leur part. Comment cette «convergence» fera-t-elle pour parler d'une seule voix ? Comment parviendra-t-elle à se mettre d'un commun accord ? Qu'est-ce à dire, sinon de partager le même avis sur une décision à prendre, d'aboutir à un consentement, à un accord et aussi une adhésion formelle ou informelle de l'ensemble des personnes en cause ? Il le faut bien. Voilà beaucoup de questions au sujet d'un objectif fondamental et national qui devrait entraîner normalement un engagement indéfectible. La confusion dans l'action n'entraînera jamais les ardeurs du public ; par contre, la parole sincère et véridique entraînera l'action et le mouvement.

Sans idée péjorative, toutes ces factions «souverainistes» pourraient-elles cesser de se concurrencer sur le même objectif transcendant et sans équivoque pour l'indépendance politique du Québec : «Un État souverain, français, ayant la jouissance juridique internationale» ? En supposant que la «convergence» se forme réellement et que les factions réunies prennent le pouvoir à Québec et qu'elles forment le gouvernement «national» de la Province de Québec, que pouvons-nous imaginer au sujet de l'action politique de ce «gouvernement de coalition indépendantiste» ? Est-ce que les tiraillements ne pourraient pas revenir à la surface ? Que la gouvernance vienne occuper tout le champ politique et que l'indépendance nous soit présentée comme un hochet étant donné que le moment n'est pas encore venu d'agir. L'impréparation du public envers l'adhésion à l'objectif d'indépendance va refouler ce

gouvernement dans le confort du pouvoir seulement. Incidemment, il l'a déjà fait avec l'élection du gouvernement Philippe Couillard. Méchant précédent !

Faire du Québec une nation indépendante au sens politique du terme est beaucoup plus complexe qu'on ne peut l'imaginer. Il faut un contenu politique clair, sans équivoque et fondé sur l'optique indépendantiste. Le public veut vous comprendre non dans l'ordre des moyens mais de la fin en vue. C'est pourquoi il importe de former des groupes de réflexion à l'échelle du Québec pour que l'idée s'anime et se diffuse. Pour «faire arriver la chose», il faut savoir dire ce qu'elle est. C'est une évidence. L'union de pensée fait la force.

Je terminerai donc cette chronique sur cette citation :

Dixit Winston Churchill :

*«J'aime que les choses arrivent et,
si elles n'arrivent pas,
j'aime les faire arriver.»*

NOTES

¹ (1) Le 28 octobre 2009, j'avais fait parvenir à Monsieur Péladeau, Président et chef de la direction de Québecor, un message électronique dont l'objet était formulé ainsi : «Pour un projet d'éducation à l'indépendance contre l'annexion du Québec.»

² (2) Consulter la présentation de Sylvie Tissot (dir.), « Les espaces de l'entre-soi », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 204, 2014. <http://lmsi.net/Entre-soi-et-les-autres> Sur cette question de psychologie sociale et de sciences sociales, les indépendantistes auraient une petite réflexion à faire entre eux. <https://lectures.revues.org/15551>

³ (3) Un bel exemple, l'article de Gilles Bourque et Jules Duchastel, « Pour une identité canadienne post-nationale, la souveraineté partagée et la pluralité des cultures politiques. » *Dans Cahiers de recherche sociologique*, n° 25, 1995, p. 17-58. <https://www.erudit.org/revue/crs/1995/v/n25/1002290ar.pdf> Dixit les auteurs : «L'analyse du Québec sera toujours menacée de la résurgence de ce paradigme à deux têtes **qui s'imposa durant les années cinquante et soixante** et qui chercha, l'une dans les effets de la Conquête, l'autre dans l'absence d'esprit du capitalisme et le traditionalisme, la cause de l'infériorité des Canadiens français.» Ce jugement n'est vrai qu'en partie et à la fois très incomplet et partial. On comprend pourquoi ce milieu universitaire de politologues, d'économistes, de sociologues et même d'historiens de la Faculté des Arts et des Sciences (FAS) réuse le droit à une édition critique du cours sur *Les Normes* de l'historien Maurice Séguin par les Presses de l'Université de Montréal. Ces chercheurs font preuve d'un manque d'ouverture d'esprit et, de ce fait, ils privent le public québécois de son droit d'accéder à «une approche universelle de la Grande histoire». Il est grand temps de regarder la réalité telle qu'elle est plutôt que de la fantasmer sur le futur. Si l'imagination et la créativité sont nécessaires aux chercheurs, il n'en est pas moins vrai que l'imagination seule peut conduire : (1) à des illusions; (2) à des projets chimériques (W. C. Schluter, *How to do Research Work*, New York, Prentice-Hall, 1929, p. 104-105. <http://www.rond-point.qc.ca/blog/media/pdf/schluter.pdf> et <http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/apprentissage/rond-point-apprentissage-2/> ou sur les dangers de l'idéalisme et de la rationalisation. <http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/apprentissage/>

⁴ (4) Douze ans plus tard, la fameuse «question nationale» n'est pas réglée dans les intentions des péquistes et des souverainistes. Et encore moins, suite au départ canon et subit, le 2 mai 2016, de Pierre Karl Péladeau. Ce parti a déjà fort à faire pour résoudre cette crise permanente et hautement toxique de la finalité de son action. Qui aura l'audace de mettre les pendules à l'heure au cours des prochaines années, puis de reconnaître sincèrement que la fin doit être exprimée avec courage et conviction. Le public québécois, surtout, s'attend à ce que les indépendantistes s'expriment avec clairvoyance et de sagacité. La «croisée des chemins» ou la «question nationale» sont devenus des expressions insipides. Le chef intérimaire devra avoir le courage de mener la barque avec lucidité et cesser de se demander «Que reste-t-il de notre objectif d'«indépendance du Québec»? Ce chef intérimaire devrait avoir le courage de sortir de la tour d'ivoire péquiste qui ronronne sur des idées confuses de souveraineté qui n'ont pas encore identifié clairement le rôle essentiel de l'État du Québec dans le processus. Le public veut justement savoir ce que cet État pourra faire demain pour la collectivité nationale québécoise. Est-ce un mal que «l'indépendance [soit] toujours appréhendé comme une libération nationale et d'émancipation sociale» (p. 95), pour reprendre les termes du politologue François Rocher ? Et qu'est-ce qu'il y aurait de dirimant à affirmer que l'indépendance «doit être pensée comme un acte révolutionnaire, une rupture de l'ordre établi » (p. 95) ? et de «son droit et de son devoir de se donner un

État indépendant, libre de toute ingérence politique étrangère» (p. 96) ? Le PQ doit décrasser et dégrossir leur projet indépendantiste. Il doit cerner son projet en éliminant ce qui n'est pas pertinent. La bonne question n'est pas de savoir «Que reste-t-il de la question nationale ?» mais de répondre à la question suivante : « Ce qu'elle est véritablement? » S'il y a convergence, elle devra venir du public conscient de la finalité du parcours. Les Québécois attendent la réponse depuis 50 ans ?

⁵ (5) Tous les nouveaux titres de l'édition de 1986 apparaissent entre crochets dans le plan de 1981. De l'édition de 1981, 41 documents ont été supprimés puis remplacés par 30 nouveaux textes et une nouvelle division dans la deuxième partie : «F. Mouvements sociaux» (8 documents). L'édition mise à jour contient 67 documents numérotés et 48 pages en plus. Trois textes ont été retenus pour Pierre Elliott Trudeau (17, 20 et 46) et un texte additionnel pour les auteurs Gérard Boismenu (47), Denis Gendron (65) et le Gouvernement du Québec (27). Sur «la question nationale», on reste étonné de constater que les auteurs de cette anthologie aient systématiquement occulté les trois principaux historiens de l'«École historique de Montréal» <http://www.rond-point.qc.ca/rond-point/histoire/seguin-fregault-brunet/> dans la division «Refus et mutations» où l'on retrouve deux textes de Pierre Elliott Trudeau (17 et 20), puis un autre dans la division portant sur «La question nationale» (46). Le même oubli pour ces historiens dans cette autre division. Finalement, une place plus grande a été accordée au pouvoir clérical, à la place des femmes, la main d'œuvre, les régions, la démographie, les nations autochtones, etc. Une «Chronologie des événements» est présentée sous trois aspects : politique, socio-économique et culture» (p. 569-574). Aucune référence à Guy Frégault, *La Guerre de la Conquête* (1955) <http://www.fondationlionelgroulx.org/Guy-Fregault-1918-1977.html> ni à Michel Brunet, *Canadiens et Canadiens* (1955) http://www.archiv.umontreal.ca/pdf/Brunet_Michel.pdf ou à Maurice Séguin, *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique* (juin 1962). http://www.archiv.umontreal.ca/pdf/M_Seguain.pdf Une abondante bibliographie termine l'ouvrage. Pour résumer, on pourrait dire que ce discours ressemble à celui des annuaires de l'Institut du Nouveau Monde. Oui pour «la question nationale» mais pourquoi faire.

⁶ (6) Consulter Bruno Deshaies, «Comment peut-on monter vers l'indépendance ? Par un effort colossal auprès du public québécois pour l'entraîner à concevoir l'indépendance comme un bien en soi.» Cf. INDÉPENDANCE POLITIQUE DU QUÉBEC 437 <http://vigile.quebec/Comment-peut-on-monter-vers-> La politique canadienne est claire envers le Québec : « Le Québec est une province comme les autres.» (Louis Stephen St. Laurent, 1955) Stephen Harper : «La question est simple: est-ce que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni? La réponse est oui. Est-ce que les Québécois forment une nation indépendante du Canada? La réponse est non, et elle sera toujours non. [...] Et nous ferons ce que nous devons faire, ce que nos ancêtres ont toujours fait, soit préserver ce pays, un Canada fort, uni, indépendant et libre.» (24 novembre 2006) Le 17 décembre 2015, dans une entrevue de fin d'année, Justin Trudeau a déclaré que la constitution du Canada ne changera pas au pays. À lire attentivement. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2015/12/17/002-trudeau-constitution-probleme-quebec.shtml> C'est ce qui peut s'appeler le *canadianism*.

⁷ (7) Ce mot est contraignant pour toutes les factions indépendantistes. Voir sa signification : Fait d'aller dans une même direction, de tendre vers un même but. Au sens figuré, « fait de tendre vers un but commun ». Donc, fait de tendre vers un même but ou un même résultat. D'où une nécessaire convergence des efforts sur la même fin-en-vue. Ce qui s'appelle parler d'une seule voix au public et d'un commun accord. Fini les entourloupettes et aller jusqu'au bout.